



Déclaration au CSE du 16 novembre 2023

Monsieur le Ministre,

Le voile vient d'être levé sur le projet de budget 2024 pour l'Éducation nationale. Sans surprise, nous pouvons affirmer qu'aucune des mesures phares annoncées par le gouvernement n'est financée. Alors que vous aviez annoncé vouloir « réparer l'École » en profondeur, celle-ci devra se serrer la ceinture pour la deuxième année consécutive. Aucun moyen pour le remplacement des enseignants absents, pour la lutte contre le harcèlement, pour l'acte 2 de l'école inclusive ...

Après avoir rendu 1 117 postes d'enseignantes et d'enseignants en 2023, le budget 2024 prévoit d'en supprimer à nouveau 1 709 dans le premier degré, soit 53% de plus ! La baisse de la démographie scolaire n'explique pas à elle seule le régime draconien imposé au service public d'éducation. Vous faites sciemment le choix de ne pas exempter l'École de la logique austéritaire de suppressions d'emplois publics. Pourtant tous les voyants sont au rouge : du constat d'échec dans la lutte contre les inégalités scolaires à la forte dégradation des conditions de travail des personnels.

Pour ces raisons, nous le savons, la rentrée 2024 sera catastrophique. Comme l'a déjà été cette rentrée avec un nombre inégalé de fermetures de classes, qui ont donné lieu, partout en France, à de nombreuses mobilisations. Et qui se sont parfois poursuivies après la rentrée de septembre. Les classes sont toujours aussi chargées, les difficultés d'enseignement toujours aussi criantes et aucune réponse ne sera apportée.

Dans le même temps, vous avez décidé de réformer l'école au pas de course et de donner six semaines à la mission Exigences des savoirs pour rendre sa copie sur des éléments aussi essentiels que les programmes et les contenus, les pratiques pédagogiques, l'organisation pédagogique ou bien encore cette nouvelle idée de la culture générale. Du côté des enseignantes et enseignants, vous les leurrez en leur proposant de répondre à un questionnaire en ligne. Par des questions pour la plupart biaisées, tranchant d'ores et déjà dans des débats éducatifs, ce questionnaire montre la volonté d'imposer des réformes dont le contenu a déjà été annoncé : révision des programmes pour renforcer la place des « fondamentaux », individualisation des apprentissages, recours à des groupes de niveau, abandon de la logique de cycle... Par ailleurs, il y aurait beaucoup à dire sur le caractère scientifique de ce questionnaire où tout le monde peut répondre, qu'on soit enseignant ou pas et ce plusieurs fois.

Alors que les programmes de 2015 avaient nécessité du temps et avaient été réfléchis avec la profession, ils n'ont pas pu être réellement appliqués du fait de la politique éducative menée dès 2017 à coup d'injonctions et de guides de "bonnes pratiques". Il y a fort à parier que ce qui sortira de cette mission, dans quelques semaines, imposera de nouveau les

« bonnes pratiques » aux enseignantes et enseignants, niant ainsi leur professionnalité. Dans le même temps, les résultats des évaluations nationales ont été publiés et montrent que la politique éducative menée depuis quelques années déjà, ne porte pas ses fruits. Les inégalités se creusent toujours. Ces évaluations induisent depuis 2018 un resserrement des enseignements sur les items qu'elles contiennent, au détriment des programmes et d'un enseignement plus riche et plus complet. Ce pilotage par les évaluations nationales aggrave les inégalités scolaires malgré le dédoublement des classes en EP : il est urgent d'y mettre un terme et de redonner du souffle aux enseignements dans le 1^{er} degré.

C'est dans ce contexte particulier que l'autonome de solidarité laïque a réalisé une étude avec Eric Debarbieux et Benjamin Moignard sur le climat scolaire dans le premier degré. Les résultats de cette étude mettent en exergue une dégradation du climat scolaire, un sentiment grandissant de mépris social et une méfiance très marquée envers la hiérarchie, une mise en question forte de l'école inclusive comme principal problème d'après les personnels, un décrochage professionnel grandissant, conséquence d'une souffrance forte et d'un sentiment d'abandon. Elle montre également que 74% des PE ne se sentent pas respectés par le ministère : là aussi, il est impératif de recommencer à considérer les PE non plus comme des exécutants mais comme des professionnels. C'est en donnant à l'école les moyens de renforcer la professionnalité des enseignantes et enseignants qu'on retrouvera une dynamique positive pour lutter contre les inégalités scolaires.

Monsieur le Ministre, cette étude doit vous faire réfléchir et si vous voulez vraiment « réparer l'école » vous devez prendre les mesures indispensables pour répondre à la souffrance et au mal-être des personnels.